

Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction

29 novembre 2012

Français

Original: anglais

Douzième Assemblée

Genève, 3-7 décembre 2012

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

Demandes de prolongation présentées en application de l'article 5 et processus de demande de prolongation

Rapport sur l'examen des demandes de prolongation des délais prescrits à l'article 5 2011-2012

Soumis par le Président de la onzième Assemblée des États parties*

1. À la septième Assemblée des États parties, tenue en 2006, les États parties ont mis au point un processus concernant l'élaboration, la présentation et l'examen des demandes de prolongation des délais prescrits à l'article 5. Ledit processus prévoit que le Président, les Coprésidents ainsi que les Corapporteurs des Comités permanents préparent de concert l'examen de chacune des demandes soumises. Ce faisant, le groupe de 17 États parties chargés d'analyser les demandes (ci-après dénommé le «groupe des analyses») et les États parties demandeurs doivent coopérer pleinement pour mieux comprendre les questions qui se posent et déterminer les besoins. En outre, lors de la préparation de l'examen d'une demande, le groupe des analyses doit, le cas échéant, en étroite consultation avec l'État partie demandeur, solliciter les avis de spécialistes en élimination des mines et de conseillers juridiques et diplomatiques, par l'intermédiaire de l'Unité d'appui à l'application de la Convention. Enfin, le Président, agissant au nom des Coprésidents et des Corapporteurs, doit soumettre les analyses de demandes aux États parties bien avant la tenue de l'Assemblée des États parties ou de la Conférence d'examen précédant l'arrivée à échéance du délai prescrit à l'État partie demandeur.

2. À la septième Assemblée, les États parties sont convenus d'«encourager les États parties demandant une prolongation en application de l'article 5 à adresser leurs demandes au Président au moins neuf mois avant la tenue de l'Assemblée des États parties ou de la Conférence d'examen lors de laquelle il devrait être statué sur cette demande». À la dixième Assemblée, les États parties ont rappelé l'importance que la présentation en temps opportun des demandes de prolongation de délai revêtait pour le bon fonctionnement global de la procédure de prolongation visée à l'article 5 et ont, dans ce contexte, recommandé à tous les États parties souhaitant présenter des demandes de le faire au plus tard le 31 mars de l'année au cours de laquelle la demande serait examinée (soit l'année précédant l'échéance du délai prescrit pour l'État partie).

* Document soumis après le délai fixé.

3. Comme suite à une recommandation faite par le Président de la deuxième Conférence d'examen, le Président, avec le concours de l'Unité d'appui à l'application de la Convention, a organisé, le 30 mars 2012, une séance d'information d'une demi-journée à l'intention des représentants des États parties chargés d'analyser les demandes soumises au titre de l'article 5 pour faire en sorte qu'ils aient les connaissances de base requises concernant l'article 5 et la procédure de demande de prolongation visée à cet article.
4. Conformément aux décisions prises à la septième Assemblée des États parties, les demandes sur lesquelles il devait être statué à la douzième Assemblée auraient normalement dû être présentées au plus tard à la fin du mois de mars 2012. Le 29 mars 2012, le Président a reçu une demande émanant de l'Afghanistan. Le 30 mars 2012, il a reçu des demandes émanant de l'Angola et du Zimbabwe. Le 30 avril 2012, le Président a reçu une demande émanant de Chypre. À l'issue d'un dialogue constructif avec le groupe des analyses, deux États parties ont modifié leurs demandes et les ont présentées de nouveau aux dates suivantes: l'Afghanistan le 31 août 2012 et le Zimbabwe le 25 octobre 2012. Conformément aux décisions prises à la septième Assemblée des États parties, chacune des demandes initiales ou révisées que le Président a reçues a été mise à disposition sur le site Web de la Convention.
5. Conformément aux méthodes de travail du groupe des analyses, fixées par ce dernier en 2008, les Coprésidents du Comité permanent sur le déminage, avec l'appui de leur Corapporteur, ont procédé à une première évaluation de l'exhaustivité des demandes et formulé des questions visant à obtenir des informations complémentaires auprès de chaque État partie demandeur. Le Président a transmis ces questions aux États parties concernés et chacun d'entre eux a envoyé une réponse détaillée.
6. Afin de rationaliser les activités du groupe des analyses, le Président a invité 11 organisations spécialisées, choisies parce qu'elles étaient les principales organisations mondiales à but non lucratif spécialisées dans l'élimination des mines, à se prononcer sur les demandes reçues. Les organisations sollicitées dont le nom suit ont exprimé leur avis sur tout ou partie des demandes reçues: Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, Centre international de déminage humanitaire de Genève, Comité international de la Croix-Rouge, DanChurchAid, Danish Demining Group et Entraide populaire norvégienne. Les avis exprimés ont été particulièrement appréciés par le groupe des analyses.
7. Le 16 mai 2012, les membres du groupe des analyses se sont réunis afin d'échanger leurs vues préliminaires sur les quatre demandes reçues à cette date. Le groupe des analyses s'est réuni les 22, 23, 24 et 25 mai 2012, principalement pour engager des discussions informelles avec les représentants des États parties demandeurs. Chacun des États parties qui avaient soumis une demande en 2012 a accepté l'invitation que lui avait faite le groupe des analyses de prendre part à ces discussions. Le groupe des analyses s'est de nouveau réuni le 5 juillet, le 3 septembre et le 19 septembre 2012. Le 3 septembre 2012, conformément à la pratique établie, la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres et le Comité international de la Croix-Rouge ont été invités à faire connaître leurs vues sur les demandes. À l'issue de sa dernière réunion tenue le 19 septembre, le groupe des analyses a achevé ses travaux par voie de courrier électronique.
8. L'analyse des demandes soumises par l'Afghanistan a été transmise le 20 septembre 2012 au Secrétaire exécutif de la douzième Assemblée des États parties. L'analyse de la demande soumise par Chypre a été transmise le 1^{er} octobre 2012. L'analyse de la demande soumise par l'Angola a été transmise le 8 octobre 2012. L'analyse de la demande soumise par le Zimbabwe a été transmise le 12 novembre 2012.

9. À la onzième Assemblée des États parties, relevant l'importance de la prévention et de la prise en charge des nouveaux problèmes éventuels en matière de respect des obligations inscrites à l'article 5, l'Assemblée a recommandé que les Coprésidents du Comité permanent sur le déminage tiennent des consultations informelles avec les États parties, ces consultations menées à titre préventif devant être entreprises bien avant les dates butoirs. Les Coprésidents ont donné suite à cette recommandation en tenant, au premier trimestre 2012, une réunion avec les représentants d'un grand nombre des États parties ayant commencé à mettre en œuvre l'article 5.

10. La onzième Assemblée des États parties a décidé que tout autre État partie estimant qu'il risque de ne pas pouvoir respecter ses obligations découlant de l'article 5 doit agir avec diligence et de manière transparente, en communiquant immédiatement, de préférence sous la forme d'une note verbale adressée à tous les États parties, les raisons, qui devraient avoir un caractère exceptionnel, pour lesquelles il s'attend à ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations. Le 4 septembre, l'Unité d'appui à l'application a, sur la demande de l'Ouganda, distribué à tous les États parties des documents dans lesquels l'Ouganda exposait les raisons pour lesquelles il n'avait pu achever la mise en œuvre de l'article 5 dans le délai prescrit, à savoir le 1^{er} août 2012, et faisait part des mesures qu'il prenait pour appliquer la Convention.

11. Il a été noté qu'un État partie, la République du Congo, dont le délai prescrit au titre de l'article 5 arrivait à échéance en 2013, n'avait ni soumis de demande de prolongation pour examen par la douzième Assemblée des États parties, ni indiqué s'il se conformerait à son obligation avant la date limite du 1^{er} janvier 2013.

Observations et recommandations

12. Pour la cinquième année consécutive, les analyses ont fait ressortir que, près de dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention, certains États parties demandeurs n'avaient toujours pas indiqué de façon précise «la localisation de toutes les zones minées sous leur juridiction ou leur contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée», comme ils avaient l'obligation de le faire en application de l'article 7 de la Convention. Il est donc recommandé, une fois encore, à tous les États parties qui s'emploient à appliquer l'article 5, en particulier à tous ceux qui pensent devoir à l'avenir demander une prolongation du délai qui leur a été prescrit, d'intensifier ou d'accélérer leurs efforts pour localiser toutes les zones minées sous leur juridiction ou leur contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, et de faire rapport à ce sujet. Il est en outre recommandé aux États parties ayant commencé à mettre en œuvre l'article 5 de donner suite à l'accord conclu à la onzième Assemblée des États parties, selon lequel ils «[rendraient] compte chaque année, comme il se doit, de l'emplacement de toutes les zones minées sous leur juridiction ou leur contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, en améliorant au fur et à mesure les renseignements communiqués», et ils «[rendraient] compte, comme ils le doivent, de l'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visés à l'article 5, en fournissant autant de détails que possible».

13. L'analyse des demandes présentées en 2012 a, de nouveau, fait ressortir qu'il importait, comme relevé précédemment par les États parties, que les États parties ayant des incertitudes quant à l'application de l'article 5 «demandent une prolongation correspondant seulement au temps nécessaire pour évaluer les faits pertinents et élaborer un plan rationnel et axé vers l'avenir fondé sur ces éléments». Deux États parties ont soumis des demandes en 2012 en invoquant qu'ils avaient besoin de temps pour «évaluer les faits et élaborer un plan d'action reposant sur ces faits». Toutefois, les membres du groupe des analyses ont fait observer que la période de prolongation demandée par l'un de ces États parties semblait excéder le temps requis pour mener à bien ces tâches.

14. L'analyse des demandes présentées en 2012 a une nouvelle fois montré que, comme les États parties l'avaient souligné précédemment, il importe que les États parties conviennent que ceux d'entre eux qui ont obtenu une prolongation soient priés de rendre compte régulièrement de l'exécution des engagements assortis de délais qu'ils ont pris dans le cadre de leur demande et des décisions prises concernant les demandes.

15. À la dixième Assemblée des États parties, ceux-ci ont «rappelé l'importance que la présentation en temps opportun des demandes de prolongation de délai revêtait pour le bon fonctionnement global de la procédure de prolongation visée à l'article 5», et «recommandé à tous les États parties souhaitant présenter des demandes de le faire au plus tard le 31 mars de l'année au cours de laquelle la demande [serait] examinée». Il a été observé que les États parties soumettant des demandes en 2012 respectaient, dans l'ensemble, la date de soumission indiquée.

16. La onzième Assemblée des États parties a relevé que le processus concernant les demandes de prolongation des délais prescrits à l'article 5 impose une lourde charge aux représentants des États parties chargés d'analyser les demandes et, dans ce contexte, elle a recommandé que les États parties chargés d'analyser les demandes en 2012 se penchent sur le processus en place en vue de cerner les moyens efficaces de garantir la qualité des demandes et des analyses élaborées, et en vue de soumettre à la douzième Assemblée des États parties, pour examen, des recommandations à ce sujet. Le Président a établi et soumis à la douzième Assemblée, au nom des États parties chargés d'analyser les demandes soumises au titre de l'article 5 de la Convention, un document exposant les réflexions concernant le processus de demande de prolongation des délais prescrits à l'article 5, assorties de 14 recommandations portant sur les moyens de garantir la qualité des demandes soumises et celle des analyses élaborées, et de faire en sorte que la coopération avec les États parties qui mettent en œuvre l'article 5 se poursuive au-delà de l'approbation des demandes de prolongation des délais.

17. Il a été fait observer de nouveau en 2012 que le processus d'examen nécessite un engagement renouvelé de la part des Coprésidents. Il est recommandé aux États parties qui envisagent d'assumer les fonctions de coprésident de se rappeler que la participation active au processus d'analyse est un élément central de leurs responsabilités.
